Corrigé – Brevet 2019 – histoire-géographie-EMC – Amérique du Nord

Analyser et comprendre des documents en histoire : enjeux et conflits dans le monde après 1989, Maîtriser différents langages pour raisonner et se repérer : les espaces de faible densité et leurs atouts, Mobiliser des compétences issues de l'enseignement moral et civique : le respect d'autrui et les valeurs de la République en tension

Corrigé détaillé rédigé par Ben, professeur particulier – benprofparticulier.fr

Exercice 1 – Analyser et comprendre des documents en histoire : enjeux et conflits dans le monde après 1989 *(20 pts)*

Présentation des documents. Le document 1 est un extrait d'article du journal *Le Monde* paru le 20 mars 2005 ; il analyse les conséquences des attentats du 11 septembre 2001 sur la politique étrangère des États-Unis. Le document 2 est une infographie publiée par *Le Point* le 10 novembre 2016 : une carte des pays où les États-Unis ont une présence militaire, une comparaison des forces armées des États-Unis, de la Russie et de la Chine en 2014, et une courbe des dépenses militaires de ces trois pays de 1989 à 2015.

1) L'auteur évoque la Russie parmi « les ennemis d'hier » des États-Unis parce que, pendant la guerre froide (1947-1991), les États-Unis et l'URSS, dont la Russie est l'héritière, se sont opposés. Les deux superpuissances dirigeaient deux blocs rivaux : le bloc de l'Ouest, capitaliste et démocratique, et le bloc de l'Est, communiste. Sans jamais s'affronter directement, elles se sont livré une course aux armements (notamment nucléaires) et se sont opposées lors de crises graves comme le blocus de Berlin (1948-1949) ou la crise de Cuba (1962), ou par pays interposés. La guerre froide prend fin avec l'effondrement de l'URSS en décembre 1991. En 2001, la Russie, ancien adversaire, se retrouve donc dans la coalition antiterroriste : selon le texte, ces « ennemis d'hier dont la Chine et la Russie » sont « désormais considérées comme des alliés ».

2) Les attentats du 11 septembre 2001 ont bouleversé les relations des États-Unis avec les autres États. Avant, les États-Unis pratiquaient l'unilatéralisme, c'est-à-dire qu'ils décidaient seuls de leur politique étrangère. Après les attentats, « rompant avec l'unilatéralisme, les États-Unis ont cherché [...] à former une coalition avec pour objectif la lutte contre le terrorisme », devenue le « pilier » de leur politique étrangère. Ils se sont rapprochés de leurs anciens adversaires, la Chine et la Russie, « quitte à passer sous silence les violations des droits de l'homme en Chine ou la guerre en Tchétchénie ». Enfin, ils se sont davantage impliqués dans le conflit israélo-palestinien et se sont engagés militairement dans de nouvelles régions : « en Asie centrale et en Asie du sud et de l'est, mais aussi dans le Caucase », notamment en Afghanistan contre le régime des talibans et Oussama Ben Laden.

3) Trois éléments illustrant la puissance militaire des États-Unis :

- leur présence sur tous les continents : ils « sont présents dans quelque 70 pays, où ils disposent de près de 800 bases » ;
- des forces armées considérables : en 2014, ils comptent 540 000 soldats, 949 navires et surtout 3 646 avions, bien plus que la Chine (2 616) et la Russie (1 407) ;
- « le premier budget au monde » : 595,5 milliards de dollars de dépenses militaires en 2015, soit près de trois fois celui de la Chine (214,5 milliards) et plus de six fois celui de la Russie (91,1 milliards).

4) Au début du XXIe siècle, on peut toujours qualifier les États-Unis d'hyperpuissance, c'est-à-dire de puissance qui domine dans tous les domaines sans véritable rival. Depuis la disparition de l'URSS en 1991, ils sont la seule superpuissance. Sur le plan militaire, ils sont sans équivalent : le premier budget militaire du monde (595,5 milliards de dollars en 2015), près de 800 bases dans environ 70 pays, la plus grande flotte aérienne (3 646 avions en 2014) ; ils sont capables d'intervenir partout dans le monde, comme en Afghanistan dès 2001. Sur le plan diplomatique, ils sont capables de rassembler une coalition autour de leur priorité, la lutte

contre le terrorisme, et d'y entraîner même leurs anciens ennemis, la Chine et la Russie (document 1). L'article lui-même parle de « l'hyperpuissance américaine ». À cela s'ajoutent des atouts que les documents ne montrent pas : la première économie du monde, le dollar comme monnaie internationale, une influence culturelle mondiale (cinéma d'Hollywood, musique, grandes entreprises du numérique) qu'on appelle le *soft power*.

5) Deux éléments montrant les limites de l'hyperpuissance américaine :

- sa vulnérabilité : les attentats du 11 septembre 2001 ont montré « la vulnérabilité de l'hyperpuissance américaine », frappée sur son propre sol par un groupe terroriste (document 1) ;
- le coût et la difficulté des guerres : en Afghanistan, « l'effort de guerre a été supporté exclusivement par les Américains », et cette guerre « a coûté, depuis 2001, 782 milliards de dollars », sans victoire décisive puisque les États-Unis sont en « retrait » (documents 1 et 2).

On pouvait aussi citer la montée en puissance de la Chine (« La Chine monte en grade » : 1 600 000 soldats en 2014, trois fois plus que les États-Unis, et des dépenses militaires en forte hausse) ou le budget militaire américain « en diminution » depuis 2010.

> ⚠ **Piège.** À la question 5, il faut des **limites**, pas des signes de puissance. Les chiffres de la Chine (1 600 000 soldats) ou la diminution du budget américain sont des limites ; les 800 bases sont au contraire une preuve de puissance.

Exercice 2 – Maîtriser différents langages pour raisonner et se repérer : les espaces de faible densité et leurs atouts *(20 pts)*

1. Développement construit (15 points)

Plan : I. Des espaces qui cumulent les contraintes. II. Des atouts mis en valeur : agriculture de qualité, tourisme, protection de la nature. III. Des espaces qui se transforment et attirent de nouveaux habitants.

Rédaction modèle

> Les espaces de faible densité, où vivent moins de 30 habitants par km², couvrent une large partie du territoire français : la « diagonale des faibles densités » qui va des Ardennes aux Landes, les montagnes comme le Massif central, les Alpes ou les Pyrénées, et de nombreux espaces ruraux. Longtemps considérés comme des espaces en déclin, ils disposent pourtant d'atouts. Comment ces espaces de faible densité valorisent-ils leurs atouts pour dépasser leurs contraintes ?
>
> Tout d'abord, ces espaces subissent de fortes contraintes. Au XXe siècle, l'exode rural les a vidés d'une partie de leurs habitants, et la population qui reste est souvent âgée. Ils sont parfois enclavés, loin des grandes villes et des axes de transport, surtout en montagne où le relief et le climat compliquent la circulation. Les services publics ferment : écoles, bureaux de poste, médecins, au point que l'on parle de « déserts médicaux ». La Lozère, dans le Massif central, département le moins peuplé de France avec moins de 80 000 habitants, illustre bien ces difficultés.
>
> Cependant, ces espaces mettent en valeur de nombreux atouts. L'agriculture s'oriente vers des produits de qualité protégés par des labels comme l'AOP : le roquefort dans l'Aveyron, le comté dans le Jura ou le bleu d'Auvergne. Le tourisme est une ressource essentielle : sports d'hiver dans les stations des Alpes, randonnée et tourisme vert dans les Cévennes ou les gorges du Tarn. Les paysages et la nature sont protégés et valorisés par des parcs nationaux, comme ceux des Cévennes ou de la Vanoise, et par des parcs naturels régionaux, comme celui des Volcans d'Auvergne. Ces espaces accueillent aussi des éoliennes ou des barrages qui produisent une énergie renouvelable.
>
> Enfin, ces espaces se transforment. Les aménagements les désenclavent : l'autoroute A75, gratuite, et le viaduc de Millau, inauguré en 2004, relient mieux le Massif central au reste du pays. Grâce à Internet et au

> télétravail, des néoruraux, actifs ou retraités, viennent s'y installer pour profiter du calme et d'un cadre de vie agréable, ce qui fait revivre certains villages.
>
> En conclusion, les espaces de faible densité ne sont pas des espaces vides et sans avenir. En valorisant leur agriculture de qualité, leurs paysages et leur cadre de vie, ils compensent en partie leurs contraintes, même si l'accès aux services y reste un défi majeur pour l'avenir.

> 💡 **Astuce.** La consigne demande les **contraintes** ET les **atouts mis en valeur**. Une copie qui ne parle que du tourisme ou que des difficultés perd la moitié des points. Nomme des lieux précis (un département, un parc, une AOP, une station) : c'est ce que le correcteur attend par « exemples vus en classe ».

2. L'inégale répartition de la population française (croquis à compléter)

2. a. On choisit des aplats d'une même couleur, du plus foncé au plus clair, pour montrer une hiérarchie des densités :

- « Fortes densités de population » : aplat de couleur foncée (rouge ou orange foncé) ;
- « Densités de population moyennes » : aplat de couleur intermédiaire (orange clair) ;
- « Densités de population faibles » : aplat de couleur claire (jaune pâle).

2. b. On colorie les zones délimitées en pointillés en respectant ces figurés. Le fond de carte est très schématique : repère chaque zone par sa position et donne-lui la couleur qui correspond à la densité réelle de la région. Les grandes lignes attendues :

- **fortes densités** (couleur foncée) : la région parisienne (Île-de-France), le Nord autour de Lille, l'Alsace et la Lorraine, la région lyonnaise et la vallée du Rhône, le littoral méditerranéen (de Montpellier à Nice en passant par Marseille), ainsi que les grandes agglomérations de l'Ouest et du Sud-Ouest (Nantes, Bordeaux, Toulouse) ;
- **densités moyennes** (couleur intermédiaire) : l'ouest de la France (Bretagne, Normandie, Pays de la Loire) et la façade atlantique ;
- **faibles densités** (couleur claire) : la « diagonale des faibles densités » qui traverse la France des Ardennes et de la Champagne jusqu'aux Landes en passant par la Bourgogne et le Massif central, ainsi que les montagnes (Alpes du Sud, Pyrénées) et l'intérieur de la Corse.

2. c. Le cercle en gras se trouve au centre-sud de la France : il représente le **Massif central**. On complète la légende : « Un espace de faible densité de population : le Massif central ».

Exercice 3 – Mobiliser des compétences issues de l'enseignement moral et civique : le respect d'autrui et les valeurs de la République en tension *(10 pts)*

1) D'après le document 1, les Français ne paient pas tous le même montant d'impôt sur le revenu parce que leurs revenus sont différents : plus le revenu est élevé, plus l'impôt est élevé. Paul Duchemin, qui a gagné 9 000 euros en 2017, ne paie rien (0 euro), alors qu'Ali Abdellatifi, qui a gagné 160 000 euros, paie 46 860 euros. L'impôt augmente même plus vite que le revenu : il représente environ 7,5 % du revenu de Dominique Martin (2 029 euros sur 27 000), environ 21,7 % de celui de Sophie Lefranc (19 515 euros sur 90 000) et environ 29,3 % de celui d'Ali Abdellatifi. On dit que l'impôt sur le revenu est **progressif**.

2) La phrase du texte qui justifie ces différences est : « La solidarité nationale est notamment financée par l'impôt sur le revenu, qui repose sur une redistribution des richesses, chaque citoyen contribuant en fonction de ses moyens. »

3) Trois dispositifs pouvant contribuer à lutter contre la pauvreté et les inégalités :

- la **sécurité sociale**, « créée dès 1945 », qui protège contre la maladie et finance les soins ;
- l'**assurance-chômage**, mise en place « dans les années d'après-guerre », qui verse un revenu aux personnes qui ont perdu leur emploi ;

- l'**impôt sur le revenu**, qui permet une « redistribution des richesses ».

On pouvait aussi citer les droits garantis par le préambule de la Constitution de 1946 : « le droit au travail, la protection de la santé, l'accès à l'instruction, la sécurité matérielle ».

4) Réponse à l'ami, rédigée :

> Je comprends que cela te paraisse injuste, mais l'égalité ne veut pas dire que tout le monde doit payer la même somme. En France, tous les citoyens sont égaux en droits, et chacun doit contribuer aux dépenses publiques. Mais la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 précise, dans son article 13, que cette contribution commune « doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés », c'est-à-dire selon leurs moyens. Demander 46 860 euros à une personne qui gagne 160 000 euros par an ne l'empêche pas de bien vivre ; demander la même somme à une personne qui gagne 9 000 euros serait impossible.
>
> De plus, l'impôt sur le revenu est un outil de solidarité. Il repose sur une redistribution des richesses : l'argent prélevé, surtout sur les revenus élevés, finance des services publics gratuits ou presque pour tous (l'école, l'hôpital, la sécurité) et des aides pour les plus fragiles (allocations, aides au logement, revenu de solidarité). Ainsi, il réduit l'écart entre les plus riches et les plus pauvres et donne à chacun les mêmes chances, par exemple d'aller à l'école ou de se soigner.
>
> Enfin, ce principe applique la devise de la République : l'égalité, mais aussi la fraternité, qui veut que les citoyens soient solidaires les uns des autres. La valeur d'égalité semble ici entrer en tension avec la solidarité, mais en réalité l'impôt progressif rend la société plus juste : c'est une égalité réelle, et pas seulement une égalité de façade.

> 💡 **Astuce.** Dans la situation pratique, distingue bien **égalité** (les mêmes droits et devoirs pour tous) et **équité** (contribuer selon ses moyens). Appuie-toi sur un texte de référence daté (DDHC de 1789, préambule de 1946) et sur un chiffre précis du document 1 : ce sont les trois éléments qui rapportent le plus de points.

Conseils pour le jour J

Ce sujet ne demande aucune frise, mais un croquis à compléter sur la page 5, à rendre avec ta copie : n'oublie pas de la détacher et d'y écrire ton numéro de candidat. Pour les densités, utilise trois nuances d'une même couleur, du plus foncé au plus clair ; évite un rouge pour les fortes densités et un vert pour les faibles : des couleurs sans rapport entre elles ne montrent aucune hiérarchie.

En histoire, la question 4 vaut 6 points : c'est un vrai paragraphe qui croise les deux documents et tes connaissances (fin de la guerre froide en 1991, dimensions militaire, diplomatique, économique et culturelle de la puissance). Ne te contente pas de recopier des chiffres, explique ce qu'ils prouvent.

Gère ton temps : environ 40 minutes pour l'histoire, 50 minutes pour la géographie (dont 30 pour le développement construit) et 25 minutes pour l'EMC, puis 5 minutes de relecture. Le développement construit vaut 15 points à lui seul : ne le bâcle pas en fin d'épreuve.

Ce document est la propriété intellectuelle de Ben, professeur particulier (benprofparticulier.fr), protégée par le Code de la propriété intellectuelle (art. L. 111-1 et L. 122-4). Il est mis à disposition pour un usage personnel de révision. Toute reproduction, diffusion, mise en ligne ou revente, totale ou partielle, sans autorisation écrite est interdite et constitue une contrefaçon (art. L. 335-2).